

UN SOCLE REVENDICATIF COMMUN A TOUTE LA CGT POUR IRRIGUER LES LUTTES DES SALARIÉS DE LA RÉGION.

Thème N°1

A l'échelle de l'histoire du syndicalisme de classe, le fait régional constitue une réalité relativement nouvelle. Pour mettre à la disposition des salarié(e)s de la région Centre une orientation qui leur permette la construction de rassemblements efficaces, notre Conférence régionale a besoin d'analyser cette expérience : le rôle et la politique du Conseil régional et les obstacles qui en résultent pour notre activité.

LE CONSEIL RÉGIONAL COMME AGENT DE LA POLITIQUE DU CAPITAL

LE DÉVELOPPEMENT CONTINU DE L'INSTITUTION RÉGIONALE

Le fait est incontestable : depuis leur création en 1982, par la loi dite de décentralisation, tous les gouvernements ont continuellement élargi les prérogatives des Conseils régionaux. En fondant toujours cette politique sur la nécessité de rapprocher les lieux décisionnels des citoyens, de favoriser le dialogue social, et de permettre la consultation de la société civile.

Aujourd'hui dans les territoires, les Régions constituent des leviers essentiels de la mise en œuvre des politiques publiques dans des domaines dont le nombre ne cesse de croître : de l'aménagement du territoire, aux transports, à la culture, au tourisme ; de l'enseignement, à la formation des salariés, en passant par la recherche, la santé, les aides publiques à l'innovation, à la coopération, au développement économique, au financement des infrastructures, à l'économie solidaire...L'institution régionale maîtrise de ce fait une part importante et croissante des fonds publics qu'elle affecte -en partie en fonction des rapports de force- à une satisfaction minimum des besoins du salariat et des habitants ou, de façon plus dynamique, aux entreprises, c'est-à-dire à la mise en valeur du capital.

L'INSCRIPTION ACTIVE DANS LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Un constat s'impose : La mise en chantier des différentes régressions portées par les gouvernements au nom de la réduction des dépenses publiques, de la rationalisation et mutualisation

des moyens pour optimiser les services publics -osent-ils nous dire- ont toujours constitué le cœur de la politique du Conseil régional. Il dynamise ces régressions en les déclinant par un volet de régionalisation.

Ce qui a mieux permis la taille à la hache dans les services de l'Etat avec la mise en place des DIRECCTE, le saccage orchestré de l'Inspection du travail, des Finances publiques -avec le passage à la moulinette des services des Impôts et du Trésor-, la création des ARS avec le saccage organisé des services publics de santé et de l'action sociale, ou la régression de la protection sociale que ce soit pour les privés d'emplois avec la fusion ANPE- ASSEDIC dans Pôle emploi, ou au niveau de la Sécurité Sociale avec les CARSAT, la régionalisation des URSSAF,...

En matière d'aménagement du territoire, le Conseil Régional a inscrit la Région dans les normes de la mise en concurrence et de son nécessaire corollaire, le développement de la compétitivité. Ce faisant, il a renforcé le déséquilibre infra régional entre zones pauvres et zones riches...Tout comme, au niveau national, cette politique accroît le déséquilibre entre Régions...tout comme au niveau européen, cette politique... C'est cette logique qui a conduit le Conseil régional à mettre en place un processus de notation des collectivités par des agences privées...qui dictent ensuite à ces collectivités, au nom de l'attractivité économique, ce qu'elles doivent faire pour être mieux côtoyées !

Au nom du dialogue social et de la consultation de la Société civile, le Conseil régional -avec pour outil principal le CESER- a multiplié les lieux de discussions dont les ordres du jour et la fréquence de réunions requièrent le temps et l'attention de centaines de syndicalistes.

LA POLITIQUE CONSTANTE DU CONSEIL RÉGIONAL DIT SA FONCTION : AGENT DU CAPITAL

On nous a dit : décentralisation pour mieux répondre aux besoins, développer la démocratie, activer le dialogue social...et c'est tout l'inverse qui a été mis en œuvre.

Tout a été fait pour répondre aux appétits des grands groupes : ils accaparent une partie sans cesse croissante de l'impôt -donc des salaires; leur mainmise sur les politiques gagne toujours plus de terrain. Cette prétendue décentralisation a constitué une formidable aubaine pour le patronat. Aujourd'hui, les Régions -comme les grandes métropoles- sont devenues des lieux stratégiques pour le capital -industriel et financier : il en fait, avec la complicité active de nombreux élus rompus au libéralisme, des leviers pour imposer la déréglementation générale.

Tout a été fait -notamment par la mise en concurrence entre les territoires, les collectivités, les salarié(e)s et les habitants pour diviser le peuple et, ce faisant, affaiblir sa souveraineté. Cette politique a favorisé objectivement -et cela indépendamment des approches et positions contradictoires qui peuvent s'exprimer dans la Cgt sur ce processus- l'intégration européenne des Régions...

Tout a été fait pour intégrer le syndicalisme et empêcher le rassemblement du salariat. C'est un fait que nous avons déjà souligné : au nom du dialogue social et de la consultation de la Société civile, les lieux de discussions se sont multipliés et les tentatives de négociations au niveau régional s'ensuivent pour tenter de liquider les garanties collectives conquises de hautes luttes. En conséquence, à tous les niveaux, partout où les intérêts des salariés sont en discussion, le syndicalisme est appelé à déposer des dossiers, des contributions, à chiffrer, détailler ce que ses représentants peuvent porter dans les discussions. En fait le syndicalisme, et plus particulièrement la CGT, devrait continuer à « discuter », plan contre plan, pour convaincre, par la justesse de ses «propositions pertinentes», le patronat et les politiques à changer de positions et de politique ! Cependant, la CGT a pu s'évertuer à monter des dossiers, à affûter une argumentation et des propositions tirées au cordeau, au final, la logique libérale -qui pousse à la course sans limite à la productivité et à la rentabilité pour les dirigeants et actionnaires de la propriété privée à but lucratif- prime sur l'intérêt des salariés et tout ce que la CGT peut produire et avancer.

Cette multiplication des lieux de discussions concourt aussi à empêcher le rassemblement du salariat parce qu'il nous conduit, trop souvent, à ne raisonner que dans notre pré-carrière, à entretenir des corporatismes totalement

hors du temps et surtout contraire aux intérêts du salariat. Un jour des délégations de représentants des salariés des transports urbains, le lendemain de l'AFPA, le surlendemain de la SNCF après des délégations des métaux, ensuite des postiers, les personnels de l'Education Nationale suivis après par ceux de la santé..., tous frappant à la porte du conseil Régional et à celles des préfets pour porter leurs doléances sans aucune cohérence... alors que la logique à laquelle nous nous confrontons et ses objectifs sont parfaitement cohérents.

Et le camp d'en face, patronat et politiques, se réjouit de voir une CGT et plus globalement un salariat intervenant en ordre dispersé sur des demandes parfois très contradictoires.

Le mandat qui se termine depuis notre dernière Conférence Régionale nous confirme, si besoin en était, que tout cela n'est qu'enfumage pour nous dévier de l'essentiel et permettre l'intégration syndicale ou, plus précisément, l'intégration de la CGT...car cette stratégie est déclinée dans les Régions -comme dans les Départements- avec le concours très actif du camp syndical réformiste dans toutes ses composantes.

En fait, à chaque étape de ce processus de régionalisation -et nul doute que cela continuera avec l'étape annoncée si nous n'intervenons pas- la confiscation des pouvoirs de décision aux salariés et citoyens s'amplifient et la mainmise du capital s'accroît avec ses conséquences sociales et économiques. Ce n'est qu'en prenant en compte cette réalité que notre Conférence Régionale peut se doter d'une démarche et d'un socle revendicatif utile au rassemblement efficace du salariat de notre Région.

POUR UN COMITÉ RÉGIONAL CGT, ACTEUR DU RASSEMBLEMENT DE LUTTES DES SALARIÉS DE LA RÉGION CENTRE

Cette situation interpelle toute la CGT -syndicats, UL, UD, professions, comme la confédération- sur notre capacité à faire converger nos efforts afin de faire entendre les besoins sociaux et de faire monter, avec les salariés et les populations, des exigences revendicatives dans les Régions.

Et de le faire en sachant que patronat et politiques -acquis au libéralisme et à l'intégration européenne méprisent l'expression des salarié(e)s et du peuple : du refus du résultat du ré-

férendum sur la constitution Européenne à celui d'entendre la volonté de changement exprimée lors des Présidentielles, en passant par l'ignorance de la volonté de ne pas faire les frais de la crise porté par les manifestations massives de 2009 à 2011, tout en atteste ; nous en avons aussi fait l'expérience avec la fusion qui a conduit à la mise en place de Pôle emploi cette machine infernale à briser les chômeurs, et plus récemment sur le Plan Régional Santé.

Dans ces conditions, il ne s'agit pas seulement de se sortir de la tête que l'intervention de la CGT dans les Régions ne pourrait être qu'une affaire d'experts ou de spécialistes et d'abandonner l'idée -que ce soit au niveau régional ou au niveau national- qu'il serait possible de négocier la conquête d'avancées sociales en l'absence de la mobilisation et du contrôle des salarié(e)s.

L'éclairage de l'histoire sociale confirme que nous avons besoin de partir des enjeux régionaux et de la vie des salarié(e)s et de leurs familles pour pouvoir construire des rassemblements massifs, lucides sur les responsabilités et précis sur les exigences. C'est la condition indispensable à la réorientation des politiques publiques dans le sens de l'intérêt du travail et de la démocratie.

Cette lucidité sur les responsabilités et cette clarté précise dans les exigences dont nous devons faire preuve dans les analyses et les explications que nous proposons aux salarié(e)s sont décisives pour la réussite des luttes ; mais elles sont aussi immédiatement indispensables si nous voulons être entendus des salarié(e)s, à la hauteur de leur colère... et si nous ne voulons ne pas nous retrouver, comme cela arrive de plus en plus, à la remarque de la contestation populaire !

LUCIDITÉ ET INDÉPENDANCE DE LA CGT

Du début des années 80 à aujourd'hui nous savons, hélas, (blocage des salaires, privatisations, soutien aux marchés financiers...) que nous pouvons nous retrouver face à des gouvernements -et à des Conseils régionaux et à des «élu(e)s- qui pour l'essentiel poursuivent, en l'approfondissant, la politique de la droite.

Aujourd'hui, nous assistons aussi aux tentatives de ces élu(e)s pour convaincre les salariés que le Local, le Départemental ou le Régional... n'auraient rien à voir avec le national. En omettant d'expliquer -qu'à leurs niveaux- ils participent

pleinement à la casse industrielle, au saccage des services publics, à la destruction de la Sécurité Sociale et des retraites, à la liquidation du Code du travail. Les exemples tels que PCT à Selle-sur-Cher à Michelin à Joué-lès-Tours en passant par Faurécia, ou Fagor Brandt, ou encore à la base aérienne de Châteaudun les illustrent.

Partout et à tous les niveaux, nous sommes confrontés en tant que syndicalistes ayant le parti pris des intérêts du salariat à des détracteurs qui ne portent pas les mêmes noms mais qui appartiennent aux mêmes organisations et participent à mettre en œuvre la même logique économique de société.

Devons-nous fermer les yeux, nous taire et nous censurer au prétexte de ne pas gêner un gouvernement et des Conseils régionaux qui au final poursuivent une politique contraire aux intérêts des salariés ?

Aujourd'hui, comme cela l'a été hier, la position du Comité régional sortant est claire, l'indépendance de la Cgt exclue la neutralité, elle nous crée obligation de livrer notre appréciation aux salariés et exprimer clairement ce que nous pensons et proposons en toute circonstance même si cela doit déranger des politiques qui se revendiquent de gauche.

La Cgt a clairement exprimé son opinion en Région centre à l'occasion des dernières élections Présidentielles sans nourrir d'illusion mais en appelant clairement les salariés à agir comme elle l'a ensuite exprimé pour les échéances des Législatives. Les faits sont les faits et nos prises de positions et écrits demeurent, même si dans la Cgt des militants se sont opposés, sans que les syndiqués soient consultés, à faire connaître ces prises de positions.

La CGT n'a pas manqué d'interpeller dans les départements les députés qui ont voté la transposition de l'ANI de janvier 2013 dans la loi qui a saccagé le Code du Travail. Permettre le développement des luttes implique de faire constamment la clarté sur les responsabilités politiques des uns et des autres, quels que soient leurs discours. Cela doit concourir à renouveler notre réflexion sur l'organisation de nos interventions -et surtout de celles des salarié(e)s- dans les départements en direction des élus régionaux jusqu'au siège du Conseil Régional. Et, ne pourrions-nous pas inscrire ces interventions sous le thème général : « **La Région n'appartient pas aux entre-**

prises (ou au capital) ; elle doit être au service des salarié(e)s et de la population » ?

CLARTÉ, PRÉCISION ET POINT DE VUE DE CLASSE

Pour commencer à mettre à la disposition des salarié(e)s des revendications précises qui rassemblent et dynamisent, ne devons-nous pas commencer de profiter de notre Conférence Régionale pour décider réellement de conduire une bataille revendicative offensive autour de la question centrale de la revalorisation des salaires ; dans une même dynamique, dans les entreprises et dans tous les lieux où la CGT est amenée à intervenir avec ses mandatés ?

Parce que l'augmentation des salaires induit l'augmentation des ressources de la protection sociale, le financement des services publics, qu'elle implique la reconnaissance des qualifications, qu'elle pose la problématique de la nature du statut des salariés, qu'elle oblige à contester la précarité du travail à mettre en cause le lien de subordination entre l'employeur et le salarié.

A ce stade de la déliquescence idéologique, politique et syndicale, la CGT ne doit-elle pas reprendre le flambeau de la transformation sociale en plaçant en perspective dynamique l'objectif d'un nouveau statut du travail salarié qui unifie par le haut la situation de tous les salariés ; et celui d'une Sécurité Sociale Professionnelle, pour étendre au travail ce qu'est cette immense conquête qu'est la Sécurité Sociale qui couvre les risques liés aux aléas de la vie des salariés et leurs familles ?

Financer un salaire à vie à chacun dès 18 ans -en études, en formation ou au travail- par la cotisation sociale en libérant le salarié du diktat des détenteurs du droit de propriété privée à but lucratif, n'est-ce pas la clé pour sortir de l'engrenage régressif dans lequel nous nous enfermons depuis plus de trente ans avec le financement de la protection sociale, (santé, ATMP, vieillesse, chômage) ?

N'est-ce pas là le meilleur moyen pour changer les rapports au travail, les conditions de travail et changer réellement la vie des salariés ? N'est-ce pas le meilleur moyen pour offrir des perspectives dynamiques de mobilisations porteuses d'espoir pour tous, jeunes, actifs et retraités.

Poser à grande échelle partout ces revendications impliquent de ne pas céder aux sirènes du réformisme et de la réaction qui crieront à l'utopie, à l'irresponsabilité de la CGT en période de

crise et de dette publique dans cette mondialisation qu'ils n'osent pas qualifier !

Mais qu'ont-ils d'autres de si génial à proposer aux salariés et au peuple? Les mêmes litanies que ceux, qui hier criaient au scandale quand les générations de militants qui nous ont précédées se sont battus pour mettre en place la Sécu, la Fonction Publique, les Nationalisations, obtenir le Droit du travail, avec une durée légale du travail, des congés payés ou des conventions collectives.

Faudrait-il en rabaisser aujourd'hui dans nos revendications alors que depuis le début des années 80 des centaines de milliards d'euros sont passés chaque année dans le produit intérieur brut National du salariat au profit du capital et que toutes les contre réformes menées par les gouvernements successifs ont conduit au pire pour les salariés ?

S'ADRESSER AUX SALARIÉ(E)S

A ce stade de la bataille syndicale, de l'exaspération et de la colère qui montent dans le salariat, n'avons-nous pas dans le prolongement de notre XIIIème Conférence régionale, à nous adresser aux salariés de la Région centre pour leur faire partager notre vision du social et notre approche de l'aménagement du territoire en les appelant à lutter tous ensemble pour la revalorisation des salaires et retraites, la reconquête des services publics comme de celle de la protection sociale ?

Le comité Régional, qui a travaillé avec les professions et les mandatés sur différents dossiers depuis trois ans (accès aux soins, enjeux des technologies de l'information et des télécommunications, des transports, de l'organisation du travail, de la santé au travail, l'énergie, sur l'industrie et les services publics,...), propose de réfléchir comment mettre tout ce travail à disposition des salariés pour impulser des luttes convergentes et coordonnées au plan régional.

La démarche d'élaborations d'ambitions revendicatives n'a de sens que si elle permet aux salariés de s'emparer des propositions avancées pour les appuyer par leurs mobilisations. Elle n'a d'intérêt que si elle permet aux syndicats, aux UL et aux UD comme aux professions et mandatés de la CGT de les porter partout avec la détermination de les faire aboutir. C'est à cela que doit servir la CGT, y compris au plan des Régions. C'est à cela que doit contribuer notre Conférence Régionale.